

ou l'a vu plus haut, les exportations de margarine se montaient en 1893 à 160,000,000 de livres, dont 130,000,000 pour l'Angleterre.

En 1893, le Royaume-Uni d'Angleterre et d'Irlande a importé en chiffres ronds 293,721,000 livres de beurre et 140,000,000 de livres de margarine.

Il nous paraît évident que cette immense importation de margarine diminuant d'autant la consommation du beurre, a pour effet d'éliminer complètement du marché anglais les beurres de ferme de qualité commune ou moyenne que le Canada et les Etats-Unis y exportaient autrefois. Il n'y a de place sur le marché anglais que pour des beurres de bonne, ou mieux, de première qualité; car pour la clientèle pauvre en Angleterre, à prix égal, la bonne margarine est préférée au beurre commun.

Nous n'avons pas à répéter ici les chiffres si souvent cités de nos exportations de beurre canadien; nous savons, malheureusement, qu'ils accusent une diminution à peu près constante, qui démontre que nous sommes, sur ce point, dans la même position que la France, ayant à lutter contre la margarine et contre les beurres du Danemark et d'Australie.

Maintenant, M. Viger a l'espoir de rendre à la France son ancien prestige et au beurre français son ancienne prépondérance en réprimant la falsification du beurre au moyen de la margarine. Nous ne savons trop s'il ne s'abuse pas sur l'efficacité de son moyen, mais il est évident qu'il n'a rien à faire avec notre situation. Nous ne falsifions pas nos beurres, pas du moins avec la margarine dont la fabrication et l'importation sont prohibées par la loi. Nous avons, au contraire, constamment travaillé à améliorer notre fabrication, quoique certains experts prétendent que nos beurres de beurrieres actuels ne valent pas ceux d'il y a quelques années. Nous avons augmenté notre production. Et cependant nous exportons moins qu'il y a dix ans.

Le moyen, qui seul peut être employé par nous, doit donc être celui qui nous permettra de mettre sur le marché anglais du beurre qui plaira autant aux consommateurs anglais que celui du Danemark ou d'Australie.

Que M. Gigault et ceux qui, comme lui, se sont pu étudier la question sur le marché même de Londres, nous indiquent ce moyen et nous avons assez de confiance sur l'esprit d'entreprise de nos fabri-

cants de beurre, pour être convaincu qu'on fera sans tarder un effet consciencieux et persévérant pour l'appliquer.

## LE SUCRE

L'abondance exceptionnelle de la récolte de la betterave en Europe a dérangé tous les calculs des statisticiens et désorganisé les opérations des spéculateurs. Licht, le statisticien allemand que l'on considère comme la plus haute autorité en ces matières, constate aujourd'hui un excédant de la production sur la consommation de près d'un million de tonnes de sucre.

Cette abondance extraordinaire a permis aux fabricants de sucre allemands de se départir de leurs anciennes habitudes quant au commerce extérieur; au lieu de vendre leur sucre brut, comme autrefois, ils l'ont raffiné eux-mêmes et, avec l'aide de la prime à l'exportation qu'ils reçoivent de leur gouvernement, ils ont pu offrir ce sucre raffiné aux Etats-Unis en concurrence avec les raffinés domestiques, malgré une protection de  $\frac{1}{2}$  c. par livre en faveur de ces derniers.

Le syndicat des raffineurs américains n'a pu, en conséquence, profiter du droit protecteur pour hausser ses prix; après quelques jours d'une hausse initiale très modérée, il lui a fallu baisser graduellement ses prix jusqu'au point de vendre actuellement ses raffinés au même prix à  $\frac{1}{2}$  c. près, que lorsque le sucre brut entrait en franchise. Et cela, malgré que le sucre brut paie aujourd'hui 40 p.c. soit de 1c. à 12 $\frac{1}{2}$  10c. par livre. Tant que les raffineries ont pu travailler sur les stocks énormes accumulés avant la mise en vigueur du nouveau tarif, le syndicat s'en est tiré à peu près sans perte; mais au moment où, ces stocks étant épuisés, il fallait commencer à travailler sur du sucre brut ayant payé le droit, voilà que s'ouvre la dernière session du congrès démocrate. Or des membres influents de ce congrès avaient promis de ramener sur le tapis la question de l'admission en franchise des sucres raffinés. Devant cette menace, le syndicat n'a pas hésité; il a fermé toutes ses raffineries, jetant 50,000 ouvriers sur le pavé. C'était un argument d'une grande portée contre la législation projetée des démocrates.

Mais le message du président Cleveland a été publié lundi et l'on n'y trouve aucune mention d'une modification des droits sur le sucre.

Rassurés, les raffineurs ont rouvert leurs établissements. Ils n'ont plus rien à craindre des législateurs démocrates dont les pouvoirs expirent en quelques jours; et le nouveau congrès, dont la majorité est républicaine, saura les protéger.

Au Canada, nos raffineurs ont eu aussi à lutter contre le sucre allemand; et ils ont dû à plusieurs reprises consentir à baisser leurs prix pour soutenir cette concurrence. Ils auraient droit à nos sympathies, qui sont toujours en faveur d'une industrie nationale contre la concurrence étrangère, si l'on ne pouvait pas les accuser d'avoir inspiré à un journal commercial anglais de cette ville une attaque aussi violente qu'injuste contre la sucrerie de Berthier.

Si le raffinage du sucre est une industrie canadienne dont nous devons favoriser le développement, l'industrie betteravière mérite doublement notre sollicitude, puisque, non seulement le raffinage du sucre y est fait par des Canadiens, mais la matière première elle-même est un produit du sol canadien.

Maintenant, il est évident que, dans les circonstances, on ne peut pas s'attendre à voir hausser les prix des sucres sur notre marché. Et nos lecteurs devront, s'ils veulent nous en croire, régler leurs achats en prévision de la continuation de la faiblesse dans les prix. Quoique, cependant, comme la navigation est close et que nous ne pourrions plus recevoir de sucres allemands que par Halifax, St-Jean ou Portland, il ne soit pas probable qu'il y ait de nouvelle baisse.

## MODES ET NOUVEAUTÉS

### LAINES

*Marché d'Anvers.*—Des avis de Buenos Ayres annonçant que l'on y établit à 3 fr., sans frais le lavé convenable à la production de notre type B et ceux d'Australie, accusant des prix en faveur des acheteurs, provoquèrent une nouvelle baisse sur notre marché. Arrêtée un moment sur des rachats du découvert, elle reprit dans la suite, le Nord et le Havre n'ayant pas répondu à l'avance de 5 $\frac{1}{2}$  c.  $\frac{1}{2}$  acquise ici pour le peigné.

Il est encore impossible de dire quand cessera le désarroi qui règne dans l'article et dont les principales causes semblent résider dans une surproduction et dans le mauvais état des affaires en général.

Il n'y a rien de nouveau à signaler de l'Allemagne, où l'on travaille en plein et même au-delà du temps